



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction des sécurités
Bureau de la sécurité intérieure
Affaire suivie par : Solange CABROL
☎ : 04.68.51.65.26
Mèl : solange.cabrol@pyrenees-orientales.gouv.fr
pref-fipd@pyrenees-orientales.gouv.fr

Cabinet du Préfet

Perpignan, le 14 mars 2022

Le Préfet des Pyrénées-Orientales

à

Destinataires in fine

Objet : Appel à projets au titre des crédits du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (FIPDR) 2022 – Programme K – Sécurisation des sites sensibles au regard du risque terroriste.

Réf. : Circulaire cadre n°INTA2006736C du 05 mars 2020 pour la déclinaison territoriale des politiques de prévention de la délinquance et de prévention de la radicalisation pour les années 2020 à 2022.

Circulaire INTK2204832J du 11 février 2022 relative aux orientations budgétaires des politiques de prévention de la délinquance et de la radicalisation pour 2022.

PJ. : Liste des pièces à fournir.

Le Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD), instauré par l'article 5 de la loi 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, et réaffirmé par le décret 2019-1259 du 28 novembre 2019, a vocation à soutenir les actions développées dans le champ de la prévention de la délinquance et de la radicalisation. Les actions financées doivent répondre aux orientations fixées par la Stratégie nationale de prévention de la délinquance 2020 - 2024 et par le Plan national de prévention de la radicalisation « Prévenir pour protéger ».

Au-delà des priorités d'actions définies dans les stratégies de prévention de la délinquance et de la radicalisation, certaines actions de prévention situationnelle peuvent également concourir à diminuer les risques de délinquance ou de terrorisme.

Ainsi, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement a fixé les priorités d'emploi du FIPD en matière de financement de la sécurisation des sites sensibles, notamment les lieux de culte. Cette sécurisation peut être assurée, par l'installation de vidéo protection ou d'autres investissements de sécurisation décrits ci-dessous.

I. - Cadre d'éligibilité

• Bénéficiaires

Les actions qui seront financées en priorité seront celles portées par les associations, sociétés ou organismes gérant des sites sensibles au regard des risques de terrorisme, tels que les lieux de culte, les sièges d'institutions culturelles et les autres lieux à caractère culturels. Les sites gérés par les services de l'État sont exclus du dispositif.

• Investissements éligibles

Les équipements envisagés et leur implantation devront impérativement s'intégrer dans un plan d'ensemble visant à protéger le site sensible d'actes de terrorisme, en cohérence avec les équipements de vidéo protection de voie publique existants.

Ainsi, pour les projets de vidéo protection, il conviendra de s'assurer de l'existence de dispositifs de vidéo protection urbains dans le périmètre du site sensible afin que tous les équipements se complètent et concourent à la sécurisation la plus efficiente.

En complément ou en dehors de ces dispositifs de vidéo protection, les sites considérés comme sensibles peuvent bénéficier d'une subvention afin de réaliser des opérations de sécurisation telles que le renforcement des accès, un dispositif de filtrage des entrées, etc.

Sont ainsi éligibles au financement :

- ✓ les projets d'installation de caméras à l'intérieur et aux abords immédiats du bâtiment et le raccordement à des centres de supervision,
- ✓ les dispositifs anti-intrusion : portail, clôture, porte blindée, interphone, vidéophone, etc.,
- ✓ les projets de sécurisation à l'intérieur des bâtiments pour renforcer la sécurité des personnes : salle de confinement, verrous ou blindage de portes.

Sont exclus : les investissements de préparation, de mise en sécurité ou de mise aux normes, préalables ou non aux opérations.

Les systèmes de vidéo protection déjà mis en œuvre ne sont pas éligibles à une subvention a posteriori.

L'expertise et le conseil des référents sûreté de la police et de la gendarmerie nationales pourront utilement être sollicités.

• Taux de subvention

Le montant s'échelonne de 20 % à 80 % en fonction de la nature du projet, de sa dimension, de la capacité financière du porteur de projet et des fonds disponibles.

II- Modalités de dépôt des demandes de subvention

Dans le cadre de la simplification administrative, les dossiers seront exclusivement transmis par voie dématérialisée, via la plateforme « démarches simplifiées » :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/fipd-2022-prefecture-pyrenees-orientales-securisation-des-sites-sensibles>

J'attire votre attention sur la nécessité **d'enregistrer et de valider** votre demande de subvention sur cette plateforme, en joignant l'ensemble des pièces demandées lors de la démarche en ligne. Dans le cas contraire, elle ne sera pas finalisée et le dossier ne pourra pas être consulté.

Les accusés de réception (AR) électroniques sont automatiquement générés par la plateforme : un AR à réception du dossier, un AR de passage en instruction validant la recevabilité de la demande. Votre attention est appelée sur la nécessité de ne pas débiter les travaux avant le dépôt de la demande de subvention et la réception des AR.

En l'absence de ces AR, vous devez impérativement vous rapprocher du service gestionnaire au plus tôt afin de vous assurer que votre demande a bien été prise en compte, via la plateforme, ou la messagerie fonctionnelle à votre disposition pour toute demande de renseignement relative aux crédits du FIPD :

pref-fipd@pyrenees-orientales.gouv.fr

Pour la première saisie, il est nécessaire de vous munir de votre numéro de SIRET afin de créer un compte. Des didacticiels sont disponibles sur la plateforme ainsi qu'un service d'assistance. Un tutoriel d'utilisation est à votre disposition en suivant le lien suivant : <https://doc.demarches-simplifiees.fr/tutoriels/tutoriel-usager>



Calendrier :

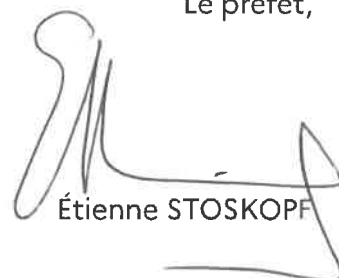
LA DATE BUTOIR DE DÉPÔT DES DOSSIERS EST FIXÉE AU : 19 AVRIL 2022

**TOUT DOSSIER INCOMPLET APRÈS LE 19 AVRIL OU TRANSMIS SOUS UN AUTRE FORMAT SERA CONSIDÉRÉ
COMME INÉLIGIBLE ET NE POURRA PAS CONDUIRE À L'OCTROI DE SUBVENTION.**

Je vous encourage à déposer votre dossier sur la plateforme de dépôt dématérialisé « démarches simplifiées » sans attendre le terme du délai de rigueur, de manière à anticiper toute difficulté de transmission ou question de dernière minute, préjudiciable à un bon enregistrement.

Je vous invite à déposer vos projets avant le 19 avril 2022 afin de me permettre d'identifier les actions éligibles et procéder au plus tôt à leur sélection dans le respect des orientations ministérielles.

Le préfet,



Étienne STOSKOPF

Liste des destinataires

Pour attribution

Mesdames et Messieurs les maires des communes des Pyrénées-Orientales

Messieurs les présidents des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) des Pyrénées-Orientales

Monsieur le président de l'association des maires de France

Messieurs les représentants des cultes

Pour information

Messieurs les sous-préfets de Céret et Prades

Monsieur le directeur départemental de la police nationale

Monsieur le Colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale des Pyrénées-Orientales

Mesdames les déléguées du préfet, chargées de la politique de la ville

FIPD 2022_PYRÉNÉES-ORIENTALES
SÉCURISATION DES SITES SENSIBLES
AU REGARD DU RISQUE TERRORISTE
Constitution du dossier - demande de subvention

Liste non exhaustive : peut être complétée par tout autre document que le porteur de projet juge utile à sa demande


Plateforme de dépôt des dossiers :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/fipd-2022-prefecture-pyrenees-orientales-securisation-des-sites-sensibles>

Site Internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales

<https://www.pyrenees-orientales.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-protection-de-la-population/FIPD-2022/Appel-a-projets-Programme-K-securisation-des-sites-sensibles>

PIÈCES À FOURNIR

- demande officielle du maître d'ouvrage sollicitant une subvention, précisant le caractère prioritaire du dispositif, le montant de la subvention souhaitée.
- CERFA 12156*06 } *demande de subvention valables pour toutes les structures,*
- contrat d'engagement républicain (CER) complété et signé,
- plan de financement, capacité financière du maître d'ouvrage, cofinancements,
- étude ou diagnostic du référent sûreté ayant conduit à finaliser le projet,
- devis détaillé récent établi par un prestataire, daté et signé,
- si installation de vidéo protection (VP), l'arrêté préfectoral d'autorisation d'installation du système VP (*obligatoire pour le versement de la subvention*)
-  *En cas d'attente de la décision, fournir la copie de la demande adressée au bureau des polices administratives de sécurité (BPAS) de la préfecture (CERFA 13806*03),*
- nature du projet et raisons justifiant l'installation d'un dispositif de vidéo protection,
 - ✓ création ou extension (dans ce cas préciser l'existant),
 - ✓ nombre de caméras,
 - ✓ plan d'implantation des caméras, leur positionnement et leurs champs de vision,
 - ✓ finalités.
- délégation de signature si la demande n'est pas signée par le représentant légal,
- RIB,
- tout élément que vous jugerez utile de porter à la connaissance du service instructeur.